

## MICHEL BAUWENS

« *APRÈS L'ÉCONOMIE CAPITALISTE, L'ÉCONOMIE DU PARTAGE ?* ».

Mercredi 17 février 2016

BIP, Bruxelles

### OBJET DE LA CONFÉRENCE

**C'est une première pour la Belgique francophone : Michel Bauwens, le célèbre théoricien du pair-à-pair, est venu présenter son dernier livre « *Sauver le monde : vers une économie post-capitaliste avec le peer-to-peer* » à Bruxelles le 17 février 2016. PLS y était.**

Invité par le **Parti Socialiste belge** et l'**Institut Émile Vandervelde**, Michel Bauwens a présenté à l'occasion de cette conférence sa vision selon laquelle notre société contemporaine est le témoin du plus grand renversement de paradigme depuis la révolution industrielle et l'entrée dans l'ère capitaliste.

Empreinte de réalisme, la transition d'un modèle où priment l'intérêt individuel, la propriété privée et la compétition à un modèle du partage mondialisé, ouvert et gratuit des connaissances et des compétences est tout à fait crédible pour le fondateur de la **Fondation pour les alternatives P2P**. Qu'ils s'agissent de décider de ce qui relève du "**bien commun**", mettre un frein à la privatisation graduelle des ressources naturelles, ou encore comptabiliser les externalités des activités économiques pour que celles-ci soient intégrées dans leur coût de production, l'impact de cette transition sera ressenti par tous et profitera à tous. Toutefois, cette transition ne se fera pas sans les pouvoirs publics qui doivent assister ces initiatives de la société civile et les préserver de la cupidité des amateurs de profit facile.

### SOMMAIRE

1. Technologie et économie de pair-à-pair
2. Économie du commun et économie du partage
3. Le capitalisme, menace pour le commun
4. État, marché et société civile
5. Alors, que faire ?
6. Quid de l'État ? Passer du *welfare* au *commonfare*

## TECHNOLOGIE ET ÉCONOMIE DE PAIR-À-PAIR

Le terme de « *peer-to-peer* » est apparu pour la première fois dans le domaine de l'informatique. Le principe est de mettre en relation des individus sans passer par un intermédiaire, le serveur. Jusque-là, cette mise en réseau était confrontée à un problème de mise en échelle. Les études anthropologiques démontraient que le pair-à-pair ne pouvait relier que 150 individus au maximum. Au-delà de ce nombre, il fallait introduire une hiérarchie pour que la mise en réseau fonctionne. Grâce aux technologies, cette limite n'est plus vraie aujourd'hui, ce qui ouvre des possibilités immenses de développement pour l'économie du partage et du commun.

Ces transformations des relations économiques participent à la réorganisation de la société. Selon Michel Bauwens, notre époque est celle d'une transition entre un modèle hiérarchique et inégalitaire, à un modèle de partage horizontal où les connaissances, les données, forment un commun auquel tout le monde peut avoir accès librement.

## ÉCONOMIE DU COMMUN ET ÉCONOMIE DU PARTAGE

L'économie du commun recouvre tout ce qui n'est ni étatique, ni du ressort de la propriété privée. L'air est l'exemple le plus cité pour caractériser ce qui définit les biens communs, c'est-à-dire, quelque chose auquel tout le monde a accès, sans que la consommation de l'un ne limite la consommation d'un autre. Wikispeed pour la fabrication de voitures, Wikihouse pour la fabrication de maisons... un certain nombre d'initiatives existent déjà dans ce type d'économie prometteur.

L'économie du partage se définit comme l'économie de la mutualisation des connaissances, des infrastructures et la relocalisation de l'économie. Une voiture partagée remplace ainsi 24 voitures privées ! Lutte contre l'obsolescence programmée, respect de l'environnement, frein à la surconsommation, l'économie du partage a de nombreux bénéfices pour nos sociétés. La mise en commun des connaissances *online* permet de « *cosmolocaliser* »<sup>1</sup> la production partout dans le monde, où qu'on soit, avec un minimum de matières premières via la mise en place de micro-fabriques. C'est ainsi que Local Motors a déjà pu vendre 50 000 voitures, avec un coût énergétique 5 fois inférieur à celui des voitures classiques. Comment ? Par une production à l'imprimante 3D.

---

<sup>1</sup> Définition plus complète ici (ENG): <http://actionforesight.net/cosmo-localization/>

## LE CAPITALISME, MENACE POUR LE COMMUN

Le capitalisme, en faisant primer les intérêts individuels, détruit le commun que créent les citoyens. Uber et Google ne produisent plus, « *ils exploitent la coopération humaine* » explique Michel Bauwens. Rien d'étonnant à cela puisque l'économie du commun est très productive pour un coût de production quasiment nul, et donc attire les investisseurs et actionnaires à la recherche de profit. Le problème est que tout le surplus qui se dégage de ces activités est capté par les propriétaires de la plateforme qui se voient surnommés de « *capitalistes* ». De plus, ces acteurs du système « *nétarchique* » précarisent l'emploi en ne reconnaissant pas les mêmes droits du travail pour les individus qui utilisent leur plateforme que ceux existant par ailleurs. A l'opposé de l'économie du partage, les principes et valeurs constitutifs de cette économie sont en réalité infirmés par l'économie « *uberisée* ».

## ÉTAT, MARCHÉ ET SOCIÉTÉ CIVILE

L'économie selon les néoclassiques ou les néolibéraux, ne prend pas en compte les externalités de la production, qu'elles soient positives (par exemple, les synergies) ou négatives (par exemple, la pollution). Au-delà de la conception binaire de la création de valeur qui revient à délimiter ce qui relève de l'État et ce qui relève du marché, on a tendance à minimiser l'importance de la société civile (« *non governmental and non profit economy* ») comme acteur-tiers de la production de biens et services, y compris marchands. Autrement dit, on considère à tort qu'elle ne crée pas de valeur, ce qui est en partie dû au mode de comptabilisation (le PIB). De ce fait, de nouvelles comptabilités sont en train d'être inventées par les « *communautés productives* ». Il pourrait s'agir d'une comptabilité ouverte alimentée sur un modèle de fonctionnement en réseau dans le but de mesurer la véritable création de valeur. En effet, pour Michel Bauwens, « *la lutte des classes n'est pas de se battre pour sa part du gâteau mais de décider de ce qui a de la valeur* ».

Une étude américaine, le « *Fair use<sup>2</sup> economic report* » a mesuré la valeur du partage de données géographiques (ex : produite par le GPS Tom Tom) équivalait à 1/6<sup>ème</sup> du PIB des États-Unis. L'Europe est très en retard sur cette question et continue de procéder par ventes aux enchères, c'est-à-dire par la privatisation des licences de ces données qui finissent dans les mains d'une entité monopolistique. Pourtant, les actions civiques sont de plus en plus nombreuses selon une étude hollandaise actuellement reproduite pour la Belgique. Depuis 2005, l'étude a constaté la florescence inédite de toutes ces initiatives qui manquent malheureusement, parfois, de visibilité.

## ALORS, QUE FAIRE ?

Les grandes transitions historiques avaient déjà en leur sein une nouvelle économie. D'où l'importance pour le Parti socialiste de réfléchir à de nouvelles conceptions de la société, et à de nouveaux modèles économiques et sociaux prenant en compte les évolutions en cours, notamment, les activités créatrices de la société civile. Michel Bauwens invite les politiques de gauche à former

---

<sup>2</sup> Fair use is a legal doctrine that promotes freedom of expression by permitting the unlicensed use of copyright-protected works in certain circumstances. Voir : [http://p2pfoundation.net/Fair\\_Use\\_in\\_the\\_U.S.\\_Economy](http://p2pfoundation.net/Fair_Use_in_the_U.S._Economy) ou <http://copyright.gov/fair-use/more-info.html>

une nouvelle coalition progressiste qui rassemble des hommes et des femmes politiques des partis écologistes, communistes, socialistes et socio-libéraux.

Il faut utiliser ces possibilités introduites par les technologies pour **réindustrialiser les villes européennes** sur le modèle par exemple des « *Green cities* » en Hollande<sup>3</sup> ou des *Fab labs*<sup>4</sup> à Barcelone (dans le textile, le bois et le transport). Ces réindustrialisations ont un double avantage : créer de l'emploi local et sauvegarder la connaissance artisanale de la ville articulée autour d'un axe intergénérationnel, la « jeunesse digitale » apprenant les techniques des anciens.

Aussi, il faut trouver des formes entrepreneuriales qui soient « **génératives** » et non « extractives ». Michel Bauwens fait partie de ceux, de plus en plus nombreux, qui considèrent que le modèle de croissance infinie sur lequel nous basons notre économie ne mène à rien, si ce n'est à la raréfaction des ressources.

## QUID DE L'ÉTAT ? PASSER DU *WELFARE* AU *COMMON FARE*

Il faut ré-imaginer l'État comme partenaire et co-générateur de politiques publiques. Michel Bauwens cite Bernard Stiegler pour qui l'économie du commun ne se réalisera que si l'État remplit son rôle « *d'en-capaciter* » l'ensemble des citoyens, ces derniers étant inégaux en la matière. Beaucoup de jeunes expriment le souhait de travailler dans des entreprises respectueuses de l'humain et de l'environnement, mais le système n'est pas encore conçu pour ce faire, ce qui les conduit lors de leur entrée sur le marché du travail à intégrer des structures capitalistes classiques. De la même manière, les monnaies locales ne rencontrent aucun succès sans soutien de la ville où elles se mettent en place.

Les collectivités devraient ainsi, d'après Michel Bauwens, inventer des « *sustainability empowerment platforms* » pour connecter citoyens et entreprises. C'est l'action qu'a entreprise la ville italienne de Bologne, « *co-Bologna, la ville en commun* », en initiant un processus d'évaluation et de négociation entre États et citoyens, un « *partenariat public-commun* », pour le soin et le réaménagement des quartiers. En plus de ces plateformes virtuelles, des espaces physiques de création collective, les « *tiers-lieux open source* », devraient être développés pour compléter les espaces collectifs actuellement trop chers pour constituer des espaces de création pour les citoyens. Enfin, les pouvoirs publics devront former des **assemblées du commun** rassemblant des citoyens, et des **chambres du commun** rassemblant les entreprises éthiques. Des cas faisant figure de références existent déjà dans les villes de Gand, Brest, Lille et Chicago.

---

<sup>3</sup> Voir par exemple, <http://thegreencity.com/>

<sup>4</sup> Voir : <http://fablabbcn.org/>